



RELEVER LE DÉFI DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT POUR TOUS :

LES PARLEMENTAIRES ONT UN RÔLE À JOUER !

Le monde d'aujourd'hui doit relever de grands défis : assurer une vie digne à tous les habitants de la planète et permettre un développement durable, dans un contexte d'interdépendance entre les nations.

AU CŒUR DE CES ENJEUX : L'EAU.

L'eau est un facteur-clé pour la réussite des objectifs du Développement, de l'Accord de Paris sur le Climat et de l'Accord de Sendai sur la réduction des risques de catastrophes.

Pourtant plus de 2 milliards de personnes sont toujours privées d'eau potable et d'assainissement, avec des conséquences lourdes sur la santé, l'éducation, l'égalité des genres, l'économie et l'environnement. En France aussi, des centaines de milliers de personnes sont privées d'un accès adéquat à l'eau et à l'assainissement, en métropole et en Outre-mer.

Face à ces enjeux, la France doit faire preuve d'une volonté politique forte et agir.

Porteurs de la voix des citoyens, les parlementaires ont un rôle essentiel à jouer !

Proposer, amender, contrôler... les missions des parlementaires sont vastes et de nombreux leviers d'action sont possibles pour obtenir des avancées concrètes en faveur de l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous.

C'est pourquoi, la Coalition Eau adresse 3 propositions aux parlementaires :

- 1 **Faire du droit humain à l'eau et à l'assainissement une réalité en France ;**
- 2 **Faire respecter les engagements de la France en faveur de la solidarité internationale ;**
- 3 **Exiger la mise en place de politiques de financement adaptées pour l'eau et l'assainissement.**

EN FRANCE

Plus de 2 millions de personnes vivent dans des conditions de logement très difficiles **sans eau courante, toilettes ni installations sanitaires.**

(Enquête Nationale Logement 2013 ;
Fondation Abbé Pierre 2016)

95% des français considèrent qu'aider les plus fragiles en France à **accéder à l'eau est important.**

(IPSOS - Sondage 2014 pour France Libertés)

98% des Français font de l'eau potable et de l'assainissement **une priorité de l'aide publique au développement.**

(Sondage IFOP pour l'AFD, 2015)

DANS LE MONDE

1,8 milliard de personnes n'ont pas accès à **une eau saine et 2,4 milliards** de personnes n'ont pas accès à **des installations sanitaires.**

(JMP, 2014)

1 000 enfants meurent chaque jour de la diarrhée, causée par **un accès inadéquat à l'eau, l'assainissement et l'hygiène.**

(OMS, 2014)

260 milliards de \$ de **pertes économiques** sont dues chaque année à un manque d'accès à l'eau et à l'assainissement (*pertes de temps et de productivité, pertes dues aux maladies et dépenses médicales*).

(OMS, 2012)

LES 3 DEMANDES DE LA COALITION EAU AUX PARLEMENTAIRES

1 FAIRE DU DROIT HUMAIN À L'EAU ET À L'ASSAINISSEMENT UNE RÉALITÉ EN FRANCE

- Remettre à l'ordre du jour du Parlement une proposition de loi sur la mise en œuvre effective du droit à l'eau potable et à l'assainissement en France avec :
- la reconnaissance du droit à l'eau dans la législation
 - la création d'une aide préventive aux ménages ayant des difficultés à payer leurs factures d'eau et d'assainissement
 - le soutien aux collectivités territoriales pour mettre en place des infrastructures d'eau et d'assainissement gratuites et publiques, avec un effort particulier en faveur de l'Outre-Mer.

2 FAIRE RESPECTER LES ENGAGEMENTS DE LA FRANCE EN FAVEUR DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

- Augmenter les crédits budgétaires alloués à la mission Aide Publique au Développement (lors de l'examen du projet de loi de finances) afin d'honorer dès 2022 la promesse de la France d'atteindre les **0,7% de son revenu national brut**.
- S'assurer que **50% de l'APD est dédiée aux pays les moins avancés**.
- Exiger une augmentation du montant de l'aide humanitaire, en particulier la part transitant par les ONG.

3 EXIGER LA MISE EN PLACE DE POLITIQUES DE FINANCEMENT ADAPTÉES POUR L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT

- Défendre une enveloppe budgétaire de **100 millions d'euros de dons par an** pour l'accès à l'eau potable et à l'assainissement – hors Contrats de Désendettement et de Développement et délégations de fonds de l'Union européenne, en ciblant prioritairement les populations les plus défavorisées et les pays les moins avancés.
- Mobiliser plus de fonds additionnels pour l'eau et l'assainissement, notamment via le renforcement de la coopération décentralisée et la Taxe sur les Transactions Financières affectée à l'eau et à l'assainissement (lors de l'examen du projet de loi de finances).
- Défendre une plus grande efficacité et transparence de l'aide française pour l'eau et l'assainissement en exigeant une stratégie pluriannuelle pour le secteur, une évaluation régulière ainsi qu'un bilan annuel transparent et complet.

DES AVANCÉES POUR LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ET L'EAU AU PARLEMENT

- ➔ Proposition et adoption de la **loi Oudin-Santini** sur le 1% solidaire Eau (2005).
- ➔ Adoption d'amendements pour augmenter la **mission budgétaire « Aide Publique au Développement »** lors de l'examen annuel du Projet de Loi de finances.
- ➔ Adoption d'amendements pour augmenter l'assiette et la part de la **taxe sur les transactions financières** affectée au développement (2016).
- ➔ Vote par l'Assemblée Nationale de la résolution N°3123 en faveur de l'**aide au développement et des mécanismes de solidarité décentralisée** (2016).
- ➔ Vote par l'Assemblée Nationale de la proposition de loi n°758 sur le **droit humain à l'eau potable et à l'assainissement en France** (2016).

La Coalition Eau regroupe les principales ONG françaises mobilisées pour promouvoir un accès à l'eau potable et à l'assainissement pérenne pour tous, tout en préservant les ressources en eau.

ONG MEMBRES

ACAD, Action contre la Faim, ADEDE, BlueEnergy, Coopération Atlantique Guinée 44, CORAIL, CRID, 4D, East, Eau et Vie, Eau Sans Frontières International, Eau Vive, GRDR, Green Cross International, GRET, Hydraulique Sans Frontières, IDO, InterSolidar, Ingénieurs Sans Frontières, Initiative Développement, Kynarou, Morija, Réseau Foi et Justice Afrique Europe, Secours Catholique – Caritas France, Secours Islamique France, Solidarité Eau Europe, Solidarités International, Toilettés du Monde, WECF.